



ASIE/PAKISTAN - Réveil de la campagne contre la loi sur le blasphème

Lahore (Agence Fides) – La campagne de sensibilisation et de protestation contre la loi sur le blasphème donne quelques signaux de réveil au Pakistan. Cette “ loi noire ” controversée (qui comporte trois articles du code pénal), punit d’une peine de prison à vie et de peine de mort le fait de vilipender l’islam, le Coran et le prophète Mahomet. Les voix discordantes qui s’étaient élevées de leaders religieux, de la société civile et de la politique avaient été brutalement étouffées par les meurtres de Shahbaz Bhatti, ministre catholique des minorités, et de Salman Taseer, gouverneur musulman du Pendjab, tous deux assassinés en 2011 pour avoir défendu Asia Bibi, cette catholique accusée et condamnée à mort injustement pour blasphème. A l’époque, la parlementaire Sherry Rehman, qui avait présenté au Parlement une proposition de loi pour réformer les normes en vigueur, avait, elle aussi, été fortement menacée. Grâce à sa nomination comme ambassadrice du Pakistan aux USA, Mme Rehman quitta alors le pays.

Aujourd’hui, trois ans après ces forts moments de tension, plusieurs organisations recommencent à demander ouvertement l’abrogation de la loi : « Elle est à la racine de nombreux maux du Pakistan, d’abus contre les droits de l’homme, de violences et de discriminations. Voilà pourquoi elle doit être abolie », a expliqué dans un entretien à Fides l’avocat Mushtaq Gill, à la tête de l’ONG chrétienne LEAD, qui a officiellement lancé une nouvelle campagne abolitionniste. « Même si nous sommes menacés pour cela – a déclaré Maître Gill – nous voulons réveiller la conscience de la société contre tout extrémisme ». Le Père dominicain James Channan, responsable du “ Peace Center ” de Lahore, est d’accord avec cela et déclare à Fides : « Cette loi a causé d’immenses souffrances et la mort d’innocents. La politique et la société pakistanaïses doivent avoir un sursaut d’éthique et de responsabilité. Changer cette loi est essentielle pour la justice et l’état de droit dans la nation ».

Les jours derniers, l’ancien Président du pays, Ali Zardari, avait souhaité « une révision de la législation approuvée sous la dictature de Zia-ul-Haq » et, parmi ces mesures, il y avait précisément celle contre le blasphème. Au niveau populaire, ces dernières semaines, un grand nombre de chrétiens, de musulmans et d’hindous ont tenu une manifestation pacifique à Lahore contre l’abus des lois du pays sur le blasphème. Parmi les manifestants figuraient aussi plusieurs représentants du parti “ Pakistan Tehreek-e-Insaf ” (PTI) qui ont rappelé que, dans la majeure partie des cas, les condamnations pour blasphème ont frappé des innocents. La manifestation a critiqué l’immobilisme du gouvernement de la “ Pakistan Muslim League-Nawaz » (PML-N), qui ne fait pas assez pour protéger les citoyens accusés, surtout s’ils sont membres de minorités religieuses.

Au niveau international, la semaine dernière, le Premier Ministre pakistanais Nawaz Sharif, en visite à Londres, a rencontré son homologue anglais David Cameron, qui a soulevé avec lui la question du blasphème, qui nuit à la réputation internationale du Pakistan.

Selon des données officielles, ces 15 dernières années, au Pakistan, 1274 personnes ont été incriminées sur la base de la loi sur le blasphème, tandis que seulement 9 cas sont à signaler de 1929 à 1982. Comme l’explique le dernier rapport de la Commission internationale USA pour la liberté religieuse (USCIRF), au Pakistan 14 personnes attendent actuellement dans le couloir de la mort et 19 autres sont condamnées à la prison à vie pour motifs de blasphème. (PA) (Agence Fides 5/5/2014)